

Registre des communications de renseignements personnels

Renseignements communiqués sans le consentement de la personne concernée

Formulaire F-1

Communication de renseignements personnels divers

(application de l'article 67.3, premier alinéa, de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1))

**Il s'agit de la communication de renseignements personnels visée
aux articles 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1**

OBJET DE LA COMMUNICATION :

Rachat de service et demande de rentes

1) Nature ou type des renseignements communiqués :

Historique d'emploi, salaires gagnés, NAS, adresse, numéros de téléphone

2) Raison justifiant cette communication :

Validation des informations contenues dans la demande de rentes. validation des périodes faisant l'objet de la demande de rachat de service

3) Mode de communication utilisé :

courrier, fax

4) Date ou période de la communication : selon les demandes en cours (tout au long de l'année)

5) Destination des renseignements communiqués (personne ou organisme) :

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

6) Préciser s'il s'agit d'une communication de renseignements personnels à l'extérieur du Québec (communication visée à l'article 70.1) :

oui

non

Territoire visé par une communication à l'extérieur du Québec :

7) Usage projeté des renseignements communiqués :

- | | | |
|------------------------------|--|-------------------------------------|
| article 66 : | renseignement relatif à l'identité d'une personne communiqué afin de recueillir des renseignements personnels déjà colligés par une personne ou un organisme privé | <input type="checkbox"/> |
| article 67 : | renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec
(indiquer le nom de la loi et la disposition) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| article 67.1 | renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si la communication est nécessaire à l'application d'une convention collective, d'un décret, d'un arrêté, d'une directive ou d'un règlement qui établissent des conditions de travail | <input checked="" type="checkbox"/> |
| article 67.2 | renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si la communication est nécessaire à l'exercice d'un mandat ou à l'exécution d'un contrat de services ou d'entreprise | <input type="checkbox"/> |
| article 68, 1 ^e | renseignement personnel communiqué à un organisme public ou à un organisme d'un autre gouvernement lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice des attributions de l'organisme receveur ou à la mise en œuvre d'un programme dont cet organisme a la gestion | <input checked="" type="checkbox"/> |
| article 68, 1.1 ^e | renseignement personnel communiqué à un organisme public ou à un organisme d'un autre gouvernement lorsque la communication est manifestement au bénéfice de la personne concernée | <input checked="" type="checkbox"/> |
| article 68, 2 ^e | renseignement personnel communiqué à une personne ou à un organisme lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient | <input type="checkbox"/> |
| article 68, 3 ^e | renseignement personnel communiqué à une personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire dans le cadre de la prestation d'un service à rendre à la personne concernée par un organisme public, notamment aux fins de l'identification de cette personne | <input checked="" type="checkbox"/> |
| article 68.1 | fichier de renseignements personnels transmis aux fins de le comparer au fichier détenu par une personne ou un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec | <input type="checkbox"/> |

Détails :

Loi sur les régimes de retraite

8) Renseignements complémentaires

Article 66 : confirmer que la Commission d'accès à l'information a été informée de la communication au préalable et préciser la date :

article 68 et deuxième alinéa de l'article 68.1 (voir art. 70) :

- date de soumission de l'entente écrite à la CAI
- date de l'avis favorable de la CAI

article 68.1, troisième alinéa :

- date de transmission de l'entente écrite à la CAI
- date de l'entrée en vigueur de l'entente (30 jours après réception par la CAI)

9) Commentaires additionnels :

10) Unité administrative responsable de la communication :

Direction des ressources humaines

11) Date de mise à jour de la présente fiche :

2008-09-22